

### Jean Charest déclare la guerre à la jeunesse québécoise!

PAR DEPLHINE LABRECQUE-SYNNOTT, ÉTUDIANTE EN SCIENCES HUMAINES



Actuellement, le gouvernement provincial attaque de plein front les jeunes du Québec : dans son dernier budget, il annonce une hausse des frais de scolarité à l'université de 325\$ de plus par année pendant cinq ans. //Au total, cela signifie que les frais vont passer de 2 168\$ à environ 3 793\$ par année.

Cette hausse annonce la fin des études pour plusieurs, le travail à temps partiel et l'endettement pour d'autres. Ça signifie aussi, pour ceux et celles qui ne sont pas encore entré-e-s à l'université, la nécessité de faire un choix de programme basé sur la « rentabilité » plutôt que sur la passion ou encore la curiosité. //Pour le gouvernement, les arts, l'histoire, la philosophie: ça ne rapporte rien! Mieux vaut aller étudier en gestion ou en médecine!

D'ailleurs, ce n'est pas la première fois que Charest s'en prend aux étudiants et aux étudiantes: en 2007, il a haussé les frais de scolarité de 50\$ par session, le tout durant 10 sessions (pour un total de 500\$). Cette hausse finira l'an prochain, et, selon une étude du Ministère de l'Éducation lui-même, elle aura jeté hors des bancs de l'école 6 000 étudiantes et étudiants. //Ces jeunes devront plutôt travailler durant plusieurs années afin de pouvoir se payer un retour à l'école.



« Oui mais! Le gouvernement n'a pas le choix : les universités manquent d'argent et il faut bien que les étudiants et étudiantes contribuent! »

**NON!**

Les universités ne manquent aucunement d'argent; celui-ci est plutôt mal distribué.

Voici où l'argent est plutôt dirigé :

2. Aussi, comme les universités agissent de plus en plus comme des entreprises, elles investissent une somme considérable dans des campagnes de recrutement (publicité, kiosques, etc.). Nous ne devrions cependant pas nous « faire recruter » par les universités: nous devrions être considéré-e-s comme des étudiants et étudiantes et non pas comme des clients.

1. Au lieu d'investir cet argent directement dans les salles de classe (matériel, salaire des professeurs, etc.), le gouvernement préfère le diriger vers la recherche universitaire. La majorité de l'argent sert donc à acheter le matériel nécessaire aux professeur-e-s non pas pour enseigner, mais bien pour les aider dans leur recherche.

3. Finalement, une grande partie du montant est versée dans d'énormes salaires pour les membres de la direction, ou en bonus aux « amis » du gouvernement.

Vous vous demandez sans doute :

« Mais pourquoi le gouvernement fait-il de tels choix? »

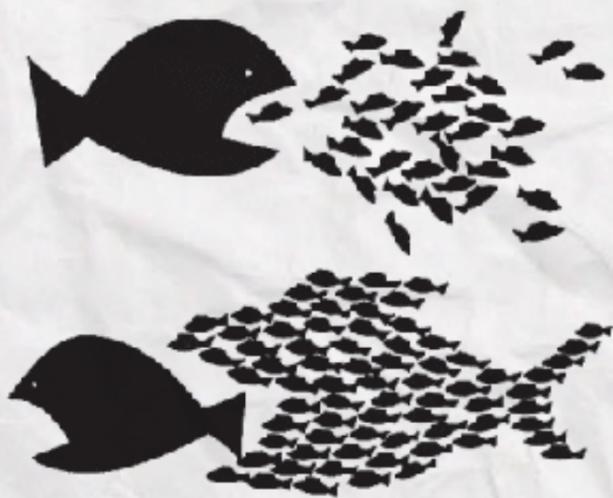
La réponse est simple : plus les années passent et plus les gens au pouvoir considèrent que l'éducation n'est pas un droit dont tout le monde devrait profiter, mais plutôt un privilège qui se mérite. Les étudiants et étudiantes ne devraient pourtant pas être discriminé-e-s en fonction des revenus de leurs parents ou encore du programme dans lequel ils et elles veulent aller!

On ne peut pas laisser passer cette seconde offensive. Si les frais sont aussi bas au Québec par rapport au reste du Canada, c'est parce que des gens ont cru que l'éducation pouvait et devait être un droit accessible à tous et toutes.



# Table des matières

Jean Charest déclare la guerre à la jeunesse québécoise	p. 1
Changer le monde, ici d'abord...	p. 2
Qu'est-ce qu'une association étudiante?	p. 2
Une asso au secondaire? Pourquoi pas?	p. 2
Entrevue avec le Premier ministre	p. 3
Un aspect de la sexualité habituellement absent de la porno commerciale... Le consentement!	p. 4
Pub sexy... ou sexiste?	p. 4



Parce qu'ensemble  
on peut faire une  
différence!

Cet Ultimatum a été produit par le Comité Journal de l'ASSÉ ainsi que par leurs collaboratrices et collaborateurs.

**Rédaction** : Alex Desrochers, Ariane Aubin-Cloutier, Delphine Labrecque-Synnott, Gabrielle Desrosiers, Julien Royal, Philippe Lapointe

**Révision** : Ariane Aubin-Cloutier, Alex Desrochers, Audrey Simard, Florence Aubin-Cloutier, Fanny Lavigne, Marie-Anne Casselot, Mathieu Lévesque, Vanessa Lécuyer

**Mise en page** : Ariane Aubin-Cloutier

**Tirage** : 10 000 exemplaires

Dépôt légal à la Bibliothèque Nationale du Québec: ISSN : 61999, No. 619994.

Vous souhaitez contribuer aux parutions du journal Ultimatum?

Joignez-vous à l'équipe:

[journalultimatum@gmail.com](mailto:journalultimatum@gmail.com)

## Changer le monde, ici d'abord...

PAR PHILIPPE LAPOINTE, ÉTUDIANT À LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

Il est fréquent d'entendre que les jeunes sont les porteurs et porteuses du changement. Des organisations comme Oxfam Québec nous approchent pour faire partie de grands projets autant en Afrique, en Amérique Latine, qu'en Asie. Agir pour transformer le monde semble alors à notre portée.

Cependant, changer le monde ne doit pas toujours se faire à 10 000km de chez soi. Ici, on a aussi besoin d'agir. Les inégalités de l'économie et du système politique mondial affectent aussi votre voisinage, votre école et tout ce qui vous entoure.

Des gens militent près de chez vous dans

**Alors que les organisations internationales vous proposent de porter le changement à l'autre bout du monde, pensons d'abord à ce qui peut être fait ici.**

divers milieux pour améliorer notre société. Entre autre, l'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante (ASSÉ) agit et s'intéresse aux enjeux étudiants, féministes, sociaux et écologistes. Organisation entièrement formée d'étudiants et d'étudiantes, l'ASSÉ ouvre la voix pour que les jeunes soient écoutés et contribuent aux grands enjeux de société. Ce sont les membres d'associations étudiantes affiliées qui décident de ses orientations, coordonnent les actions, se réunissent pour discuter des enjeux et agissent au niveau local, de façon concrète.

J'entends déjà quelques-uns et unes répliquer que les gens dans les pays en développement ont davantage besoin d'aide que votre voisin, mais les luttes locales peuvent avoir une portée mondiale.

Faire une campagne sur des enjeux locaux, c'est s'entendre avec les gens qui nous entourent de la nécessité d'agir afin de défendre des principes, idéaux et besoins. Une fois que l'on est convaincu de la pertinence d'agir au local, pourquoi ces principes ne s'«exporteraient» pas à travers le monde?

Par exemple, lutter pour l'accès à l'éducation gratuite et de qualité au Québec, c'est d'abord et avant tout, lutter pour le droit à l'éducation pour tous, peu importe où dans le monde. Seulement, dans le cadre politique, juridique et à cause des frontières nationales, l'ASSÉ priorise les actions au Québec, tout en défendant un enjeu qui est mondial. Cela permet aux membres de l'ASSÉ de participer à un mouvement qui existe partout dans le monde. Par leurs actions, les membres de l'ASSÉ influencent les politiques en éducation et peuvent avoir un impact à travers le monde.

L'offensive du parti libéral contre le droit des étudiants et étudiantes du Québec à une éducation gratuite et de qualité n'est applicable qu'au Québec. L'Angleterre, les États-Unis, l'Australie et la plupart des pays en développement, entre autres, connaissent une augmentation faramineuse des coûts d'accès à l'éducation. En mettant un frein à cette logique qui brime l'accès à l'éducation, nous contribuons à une lutte mondiale.

Alors que les organisations internationales vous proposent de porter le changement à l'autre bout du monde, pensons d'abord à ce qui peut être fait ici. Votre association étudiante sera un milieu merveilleux pour des actions concrètes et pour avoir un mot à dire sur des enjeux locaux.

## Qu'est-ce qu'une association étudiante?

Dans les cégeps et les universités du Québec, les étudiantes et les étudiants sont pour la plupart regroupé-e-s en associations étudiantes. Qu'est-ce qu'une association étudiante? C'est la structure où les étudiants et étudiantes partageant quelque chose en commun (d'un même programme d'étude ou d'une même école) se rassemblent. Dans quel but? Afin de défendre les intérêts qui leur tiennent tous et toutes à cœur. Même si ces regroupements rassemblent souvent des milliers de personnes, n'importe qui peut dire son mot grâce aux **assemblées générales**. Au cours de ces assemblées, les membres se réunissent afin de proposer, débattre et voter sur toutes les actions que fera l'association.

Pour être membre de son association, chaque individu doit payer un montant qui est fixé par l'assemblée générale. En concentrant cet argent dans le même panier, les membres (étudiants et étudiantes) peuvent ensuite décider par vote, en assemblée générale, de quelle

façon ils et elles souhaitent l'utiliser.

C'est le **conseil exécutif** (formé d'étudiants et d'étudiantes élu-e-s) qui a pour tâche de s'assurer que les choses votées soient bel et bien mises en place. Le conseil exécutif est l'équivalent du conseil étudiant au secondaire, à l'exception qu'il ne prend que de petites décisions peu importantes; dès qu'une décision importante est à prendre, il doit consulter les membres de l'association en convoquant une assemblée générale.

Bien que la majorité des écoles secondaires aient un conseil étudiant, elles ne fonctionnent habituellement pas sous un principe d'association. En faisant en sorte que tous les élèves de l'école votent sur ce que font leurs représentants et représentantes, ces derniers et dernières vous «représenteraient» alors vraiment, car les décisions viendraient de vous tous et toutes réunies! Ça, c'est une vraie démocratie!





**HALTE  
LA**

**SALVONS  
L'ACCÈS À  
L'ÉDUCATION!**



**À HAUSSE!**

**UN PEUPLE  
INSTRUIT  
JAMAIS NE SERA  
VAINCU!**





# Et si le Premier ministre nous disait vraiment **TOUTE** la vérité?

## Entrevue fictive avec Jean Charest

PAR JULIEN ROYAL, ÉTUDIANT EN SCIENCE POLITIQUE

*Accosté à sortie d'un bar, le Premier ministre du Québec, monsieur Jean Charest, a répondu de la manière la plus franche aux questions de notre journaliste. Ayant bu une bière de trop, le premier ministre a cru bon expliquer les motivations qui le poussent à faire ses choix politiques plutôt que de nous dire ses mensonges habituels. Attention, les réponses pourraient vous surprendre!*



**Le journaliste** : Monsieur Charest, pouvez-vous nous expliquer pourquoi vous augmentez encore les frais de scolarité?

**Jean Charest** : Pour moi, les frais de scolarité, c'est un bon moyen d'aller chercher un peu plus d'argent dans les poches des étudiants. Depuis que je suis premier ministre, j'ai augmenté les taxes à la consommation et augmenté différents tarifs (électricité, frais de santé) pour aller chercher de l'argent directement dans les poches des parents. Maintenant, j'ai une belle opportunité d'aller chercher encore plus d'argent mais, cette fois-ci, dans les poches des étudiants.

**Journaliste** : Mais qu'allez-vous faire avec tout cet argent? Allez-vous augmenter le nombre de professeurs ou la qualité de cours?

**Jean Charest** : Pas du tout ! Vous savez, l'éducation ce n'est pas très important pour moi. Ça coûte déjà trop d'argent au gouvernement. Plutôt que de financer les études des étudiants, je préfère bien mieux réduire les impôts des grandes compagnies qui financent mon parti! Plutôt que d'obliger les compagnies et les plus riches à donner au gouvernement une partie de leurs profits à chaque année, je vais plutôt chercher cet argent-là dans les poches des travailleurs. Moi, ce qui m'intéresse, c'est les bénéfices des compagnies minières et les grandes multinationales qui viennent s'installer au Québec. Les étudiants et leurs parents, ils s'endetteront pour payer leurs études.

**Le journaliste** : Actuellement, plus d'un étudiant sur deux termine ses études avec en moyenne 1 400\$ de dettes. Est-ce vraiment acceptable?

**Jean Charest** : Bien sûr que c'est injuste pour les familles et les étudiants moins fortunés... Heureusement, un peuple

moins éduqué est plus facile à manipuler! Je n'ai qu'à passer à la télévision pour convaincre les familles que je prends mes décisions pour l'avenir du Québec et elles se laissent facilement bernier. Moi, l'endettement des étudiants ne me concerne pas puisque je suis assez riche pour payer les études de mes enfants. Je peux donc continuer à gouverner sans soucis.

**Le journaliste** : Vous dites souvent que la hausse des frais de scolarité est inévitable, est-ce vrai?

**Jean Charest** : Pas du tout, la hausse des frais de scolarité, c'est une question de choix. J'ai fait le choix de faire payer directement les étudiants pour leurs études plutôt que de répartir la richesse par le biais d'une mesure qu'on appelle l'impôt sur le revenu. L'impôt, c'est justement faire payer à chaque année un montant aux individus en fonction de leur richesse. De cette manière, les plus riches de la société contribuent à financer les écoles, les hôpitaux, l'entretien des routes, les parcs, le réseau d'aqueduc... Bref, tout ce que l'on appelle les « services publics ». Depuis que je suis en poste, je ne cesse de baisser les impôts pour enrichir ceux qui ont déjà les moyens de payer pour leur éducation. Tout ça, c'est une question de choix ! Les étudiants pourraient très bien décider d'hausser les impôts pour abolir les frais de scolarité.

**Le journaliste** : Êtes-vous en train de dire que la gratuité scolaire serait possible si les étudiants et étudiantes le souhaitaient?

**Jean Charest** : Parfaitement! Certains groupes de recherche ont même chiffrés que la gratuité scolaire ne représentait qu'une augmentation de 1% du budget du gouvernement du Québec. Heureusement, moi et mes ministres

nous assurons de dire le contraire à la télévision. Si plus d'étudiants venaient à le savoir, les manifestations pour nous demander de mettre fin à la hausse des frais de scolarité seraient de plus en plus grandes et nous serions incapables de mener à bien nos projets.

**Le journaliste** : Craignez-vous que les étudiants se mobilisent, organisent des manifestations, fassent même la grève pour stopper la hausse des frais de scolarité ?

**Jean Charest** : Bien entendu, j'espère qu'ils ne sauront jamais le fonds de ma pensée! Si les étudiants organisaient plus de manifestations et qu'ils critiquaient mes décisions, je serais obligé de faire marche arrière et d'abandonner mon plan d'augmenter les frais de scolarité. Les grandes entreprises qui financent mon parti politique en seraient vraiment déçues...

**Le journaliste** : Si vous parvenez à hausser les frais de scolarité, quel sera l'avenir de l'éducation au Québec ?

**Jean Charest** : J'espère que le Québec va ressembler un peu plus aux États-Unis. En augmentant les frais de scolarité, nous aurons un accès plus restreint à l'éducation. De cette manière, seulement une petite élite bien fortunée pourra y avoir facilement accès. Les plus pauvres désirant aussi s'éduquer devront tant qu'à eux s'endetter lourdement pour y arriver. Les jeunes devront travailler encore plus longtemps durant leurs études et rembourser de lourdes dettes une fois leur diplôme obtenu. Devant de telles contraintes, je suis persuadé que beaucoup n'iront tout simplement pas faire d'études universitaires. Une telle situation m'arrange bien après tout, un peuple moins éduqué est plus facile à contrôler !

Si vous comptez fréquenter l'un de ces cégeps l'an prochain, vous serez membre de l'ASSÉ. Informez-vous à votre association étudiante si vous souhaitez participer à la lutte contre la hausse des frais de scolarité!

Cégep de Matane - Cégep de Drummondville - Collège de Sherbrooke - Cégep de St-jérôme - Collège Lionel-Groulx - Collège de Maisonneuve - Cégep Marie-Victorin - Cégep St-Laurent

# Parler Sexualité!



PAR GABRIELLE DESROSIERS, ÉTUDIANTE EN TRAVAIL SOCIAL

Le sexe n'est pas qu'un moyen de se faire du plaisir comme les autres, puisqu'il implique un contact humain partagé. N'avons-nous pas avantage à réfléchir collectivement sur la conception qu'on a de la sexualité? C'est pourquoi celle-ci est politique.

Oui... ça se passe souvent dans la chambre à coucher. Il ne faudrait pas pour autant croire que c'est seulement privé. Ce n'est certainement pas une raison pour ne pas discuter de ce qu'on juge socialement acceptable ou non dans les pratiques sexuelles! Brisons le tabou, parlons-en un peu... différemment!

## Un aspect de la sexualité habituellement absent dans la porno commerciale... le consentement!

Le consentement, c'est quand autant tes partenaires que toi êtes d'accord pour avoir des pratiques sexuelles. Ce n'est pas juste de le permettre ou de donner la permission – c'est savoir qu'on se plaît et qu'on se désire vraiment. C'est aussi avoir une bonne communication facilitant la compréhension des désirs de l'autre. Ce n'est pas quelque chose qui « va de soi », il faut y mettre une attention particulière.

Consentir c'est dire et savoir attendre un « oui » qui ne cache pas un « non ». Un « oui » réel, ne peut être présumé ou interprété dans les gestes de l'autre. Recevoir comme réponse à une demande de pratiques sexuelles « peut-être », « je ne sais pas », « ... » (pas de réponse); ça demeure « non ». Cela sous-entend que le consentement doit, entre autres, être libre, mutuel, sobre, explicite, désiré et enthousiaste! Un consentement, c'est une permission de passer à un degré d'intimité plus élevé avec une personne. Ce n'est pas pour autant un laissez-passer pour tout. Un consentement, c'est un nouvel accord obtenu à chaque activité sexuelle, pas une garantie d'accord futur. Être en couple ne signifie pas renoncer à son droit de refuser des pratiques. Lorsqu'on boit ou qu'on se drogue, on est responsable de notre consommation, mais pas des abus que l'on subit lorsqu'on est saoul-e ou gelé-e. On n'est jamais tenu-e de consentir, car accepter sous pression ou

forcer l'autre, c'est risquer de le ou la blesser, de ne pas se respecter. Le sexe n'est-il pas à son plus sexy quand les partenaires le désirent réellement, se respectent et se sentent à l'aise, sans aucune pression, intimidation ou peur\*?

### Petit lexique du langage du consentement :

- J'pense pas que j'suis prêt-e;
- J'suis pas certain-e;
- J'pense que j'ai trop bu;
- Je devrais m'en aller, faut que je me lève tôt;
- On peut-tu faire autre chose d'abord?

= Non

### Non ne veut pas dire:

- Ralentis;
- Continue à essayer jusqu'à ce que je dise oui;
- Oui, mais je ne veux pas paraître trop facile.

**Non = Non, arrête!**

\*Extrait du Zine de Plan Q, p. 30.



## Pub sexy... ou sexiste?

Dans cette publicité, pas de décolleté prononcé à vue et pourtant, c'est une pub sexiste! Pourquoi?

Elle renforce les stéréotypes féminins et masculins à travers des clichés sexistes. La moto est ici un symbole masculin de virilité. L'homme est en position de pouvoir; confiant, fort, actif, solide et protecteur. Au contraire la femme est en état passif; admirative, soumise et dévouée.

Les femmes dans la publicité sont souvent présentées ainsi. Elles semblent consentantes et complices. La disponibilité de leur corps est célébrée dans une atmosphère de séduction. Cette dernière entraîne un non respect du consentement qui peut encourager une attitude dominatrice voire même violente à leur égard. Le marketing utilise le sexisme pour mieux vendre des produits... Les stratégies sont, entre autres, celles utilisées sur la présente affiche ou encore l'usage de publicités tenant des propos antiféministes, démontrant des scènes d'agression envers les femmes, de supériorité à leur égard, les infantilisant ou exposant certaines parties de leur corps au même titre qu'un produit.

La publicité n'est pas qu'une forme d'art, son but premier est la vente, pas la création. Exiger le retrait de pub à caractère sexiste, c'est refuser que sous des prétextes commerciaux le sexisme s'installe dans les endroits publics, les journaux, les magazines, les transports en commun, etc. Agir, en dénonçant les pubs sexistes qu'on croise ou en ayant une sexualité réellement libre, c'est aussi ça, appliquer des concepts féministes à notre quotidien!

Pour d'autres informations sur ces enjeux ou sur d'autres enjeux féministes, contactez-nous: [comite-femmes@asse-solidarite.qc.ca](mailto:comite-femmes@asse-solidarite.qc.ca)